

LEXIQUE



Corruption	Togo - Usa : Achat immeuble usa 1/2 million \$ par amah kpacha bawubadi ferdinand valet bikassam	2010.05.11
Enfance	La situation des enfants peu reluisante au Togo	2010.05.10
Politique	Communiqué de presse CAR : Le CAR n'entend pas participer au gouvernement	2010.05.11
Politique	Communiqué CDPA Rencontre avec le premier ministre	2010.05.10
Politique	Arrestations, échauffourées..., la contestation populaire gagne le nord Togo	2010.05.10
Politique	Une équipe solidaire pour le développement	2010.05.10
Politique	Gilbert Hougbo reçoit Dodji Apévon	2010.05.11
Politique	Reconduction Hougbo comédie gouv't large ouverture Gnassingbé décidé maintenir statu quo	2010.05.10
Politique	TOGO: Interdiction systématique des marches du FRAC à l'intérieur du pays	2010.05.11
Politique	Olympio préside le Bureau national	2010.05.11
Politique	Yamgnane : « Les manifestations de protestation se sont émoussées »	2010.05.10
Politique	Kofi Yamgnane. « Je réclame des comptes à l'Europe »	2010.05.10
Politique	Deux morts occasionnées par la police au centre de la mobilisation du jour	2010.05.08

 Togosite.com**TOGO - USA : ACHAT D'UN IMMEUBLE AUX USA 1/2 MILLION DE DOLLARS US PAR AMAH KPATCHA BAWUBADI FERDINAND VALET DE BIKASSAM**

Mardi, 11 Mai 2010 05:32

Nous avons été trop touchés par vos articles sur la situation qui prévaut au sein de la société d'Etat Togo Telecom victime d'un pillage systématique de ses ressources financières par son directeur général en la personne de SAM P. BIKASSAM et ses acolytes EBEZOU TETO Wiyao Alain, AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI, LUC FAWIE.

Vos enquêtes et investigations nous ont éclairés davantage sur le système mis en place et à travers ce courrier nous voulons non seulement vous apporter notre soutien mais aussi vous donner certaines preuves qui vont nous amener ensemble à combattre ce mal qui mine la société togolaise.

Au vu et au su de toutes vos enquêtes et investigations mises en ligne à travers vos publications nous demandons au gouvernement togolais et plus précisément au président de la république de déposer une plainte contre les sieurs SAM P. BIKASSAM, EBEZOU TETO Wiyao Alain, AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI, LUC FAWIE pour recel, détournement de biens publics, blanchiment d'argent, malversation et complicité, nous entendons contribuer à la lutte contre l'impunité des crimes économiques au Togo contre ces malfrats, mafiosi et délinquants économiques et se rendre solidaires des employés de Togo Telecom et de la population togolaise victimes de ces machinations pendant que l'économie du pays se relève difficilement des différentes crises vécues. Il est impératif de revendiquer la saisie et la restitution des biens mal acquis par ces malfrats, mafiosi et délinquants économiques, car ces derniers et certains membres de leur famille sont propriétaires de nombreux biens immobiliers de luxe au Togo et à l'étranger, des vastes domaines fonciers ainsi que détenteurs d'importants avoirs bancaires à l'extérieur et surtout en occident.

L'audit déjà réalisé doit se faire accompagner par des enquêtes sérieuses qui prouveront que les biens immobiliers de luxe au Togo et à l'étranger, les vastes domaines fonciers ainsi que les importants avoirs bancaires à l'extérieur surtout en occident ont été acquis grâce aux ressources financières de Togo Telecom donc du contribuable togolais.

Suite aux différentes informations en notre possession nous voulons vous les faire parvenir afin d'éclairer la population togolaise concernant un des intendants des sociétés Bikassam qui se dit PDG du groupe AFRITECH, un certain AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI ou parfois AMAH Ferdinand ou encor AMAH Kpatcha BAWUBADI pour tromper la vigilance des gens ce Monsieur aussi sombre que son passé universitaire (université de Lomé 1992) ; Monsieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI valet de Bikassam était jusqu'en 2006 en poste au Togo Telecom dans le service de la comptabilité mais dans la stratégie de pillage mise en place par SAM P. BIKASSAM ce dernier eut droit à une retraite dorée, ils mirent plusieurs sociétés satellites en place au nom d'autres personnes tels que AFRITECH au nom de LUC FAWIE renvoyé aujourd'hui pour avoir voulu goûter au gâteau pourtant la responsabilité de LUC FAWIE est engagée au même titre que les autres puisqu'il est le seul responsable signataire du marché de FOURNITURE DE TERMINAUX CDMA d'un Montant ferme et non révisable de: Deux Milliards Neuf Cent Soixante Sept Millions Sept Cent Mille Cent (2.967.700.000) F CFA TTC, alors que les chèquiers et documents de ladite société sont détenus par l'intendant AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI, Luc se présentait à la banque Atlantique avec Lui Pour tout retrait, il n'a jamais eu droit d'une manière quelconque sur la société AFRITECH puisque vu le montant du marché il ne devrait pas se retrouver dans sa misère actuelle, rien que cela correspond à un délit grave ; pourquoi cette stratégie parce que en ce temps le sieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI était encore employé de Togo Telecom donc y'avait un conflit d'intérêt il fallait trouver un prête nom et ce fût Monsieur Luc FAWIE, ce Monsieur doit être entendu par la justice togolaise pour plus d'informations bref ceci n'est qu'une partie des délits commis par Monsieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI.

C'est encore à Monsieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI que fût attribué le marché du mur de la clôture du site de Togo Telecom sis à Cacaveli jusqu'alors resté inachevé. Le problème de la clôture du centre de Cacaveli a refait surface. Le marché a été attribué à 900 millions à l'Entreprise du sieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI qui n'a aucune notion dans le domaine de la construction, sa société immobilière SITADEL immobilier bat difficilement ses ailes contre 200 millions proposés par une autre entreprise spécialisée BTP.

On nous dira pourquoi lui et lui seul ? C'est parce que c'est un opportuniste agité, exécutant de sales besognes dans cette stratégie de détournement. Parmi les délits de sabotage économiques on peut lui en citer pleins d'autres :

- Livraison de voitures d'occasion révisées importées des Etats-Unis vendues à TOGO TELECOM au prix du neuf. Honda Accor, Suzuki Vitara, Toyota Takoma et autres véhicules 4X4 du port, maquillés comme des véhicules neufs vendus à Togo Télécom à un prix dix fois plus élevés, le DG Bikassam même fût arrêté dans une de ces voitures par la police, puisque l'origine de la voiture était douteuse mais comme d'habitude cette affaire fût étouffé.
- Sortie frauduleuse des marchandises du port autonome de Lomé sans payer la douane
- Rapatriement d'importante somme d'argent par le biais d'un réseau bien organisé
- Non paiement des différentes taxes et impôts à la direction générale des impôts
- Abus de notoriété, trafic d'influence et usurpation de titre (beau frère du PR, commis du PR, ami du PR, Cousin de la directrice générale des impôts Ingrid Awade ...) alors qu'il n'est rien de tout cela, si ce n'est avoir été le valet de Bikassam pour subvenir à ses besoins.
- Utilisation abusive des fonds des différentes sociétés satellites à l'insu du boss Bikassam, sinon comment a-t-il fait pour s'acheter un immeuble aux USA à presque un demi-million de dollars (Le voleur volé) à qui se plaindre.

Depuis décembre Monsieur AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI est fréquemment en voyage avec des séjours n'excédant pas trois jours à Lomé au nom d'une mission spéciale confiée par le PR et le dit à qui veut l'entendre, pourtant ce même Monsieur dans les coulisses condamnent le Président Faure par rapport à l'arrestation de son homonyme comme il aime le dire Kpatcha Gnassingbé

Au-delà de tout cela, notre interrogation porte sur l'acquisition d'un immeuble le 17 décembre 2009 par ce dernier à un montant dépassant tout entendement aux Etats Unis plus d'un demi million de dollars avec comme adresse 5110 Muncaster Mill Road Derwood, MD 20855 construit en 1976 dans la contrée de Montgomery MD loin de tout togolais avec comme renseignements démographiques : Area Demographics for 5110 Muncaster Mill Road 82.3% White: All* 3.4% White: Latin or Hispanic* 6.3% Black or African American* 0% American Indian and Alaska Native* 10.2% Asian* 0% Native Hawaiian and Pacific Islander.

Est-ce la raison de la mission spéciale

- Acquérir un immeuble aux USA pour le président au nom de AMAH Kpatcha BAWUBADI , nous pensons que non,
- tout se faisait avant et après les élections ou ce pour le (système informatique destinée à être mise en réseau avec le système informatique de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) chargée de la collecte et de la centralisation des résultats, en provenance des Commission

Electorales Locale Indépendantes (CELI). Monté en parallèle à celui de la CENI qui a été installé par les mêmes techniciens que ceux requis par la CENI à La Résidence du Bénin, et serait à la solde d'un candidat à cette élection)

- Ou pour négocier au sieur Bikassam la commission du marché : La société américaine Xtera, un fournisseur de solutions pour réseaux optiques et IP, a été retenue par Togo Telecom pour l'installation d'un réseau optique haut débit à travers le Togo. Ce réseau permettra également de créer un système de liaisons express de haute capacité pour connecter les pays de l'Hinterland. Togo Telecom est actionnaire du câble ouest africain (WACS) qui devrait être opérationnel fin 2011 permettant ainsi au Togo d'offrir à ses clients des débits de très haut niveau et le triple play, une offre associant le téléphone, internet et la télévision. Le câble WACS, de plus de 14 000 km, partira de Cape Town en Afrique du Sud jusqu'en Grande Bratagne avec des points d'atterrissage en Namibie, Angola, RDC, Congo Brazza, Cameroun, Nigeria, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Cap Vert, Iles Canaries et Portugal.

- dont voila les preuves et traces (images et date d'acquisition) lien des sites fournissant les informations :

- http://dc.blockshopper.com/property/4-502-00045155/5110_muncaster_mill_road/

- <https://www.montgomerycountymd.gov/apps/tax/ViewParcel.asp?ParcelCode=00045144>

Nous demandons au président de la République de faire comparaître ces hommes malhonnêtes responsables de crimes économiques devant la justice togolaise, pour recel, détournement de biens publics, blanchiment d'argent, malversation et complicité afin de prouver au monde entier qu'il n'y a plus d'intouchables au Togo, que quiconque responsables de crimes économiques ou d'un délit quelconque doit être jugé conformément à la loi.

Ainsi dans un élan d'esprit patriotique nous lui fourniront la moindre information concernant un délit et dans cet optique d'une manière ou d'une autre l'économie togolaise sera boostée avec la contribution de chaque togolais et togolaise chacun amènera sa pierre à l'édification d'une grande nation togolaise ; L'interpellation de ses hommes de main, notamment les sieurs EBEZOU TETO Wiyao Alain et AMAH Ferdinand Kpatcha BAWUBADI à qui il a donné stratégiquement une retraite dorée pour mieux contrôler ses magouilles devrait permettre d'avoir suffisamment de lumière sur cette affaire.

Pour camoufler donc les produits de ces malversations, Bikassam procède au blanchiment de l'argent sale, argent volé en achetant des immeubles, des terrains et autres biens mobiliers et immobiliers dans la même complicité avec ses acolytes. Et LUC FAWIE pour complicité

Dans le cas échéant nous condamnons comme l'a fait le valet de Bikassam l'arrestation de Kpatcha Gnassingbé, on se dira que c'est une mascarade car pourquoi arrêter son frère et lui faire subir toutes les humiliations à la hauteur de ses actes d'un côté et laisser des hommes en qui ont adopté des méthodes qui leur ont permis de plonger Togo Télécom dans l'abîme la plus totale, en liberté et jouissant se ces bien appartenant à chaque togolais.

Ainsi donc, Monsieur Le président c'est dans l'intérêt de la Nation togolaise que nous vous demandons de bien vouloir poser des actes afin que vos concitoyens ne se sentent pas lésés et trichés mais plutôt prêt à vous aider à construire une nation indemne de toutes ces malversations ; parfois votre silence bien que vous êtes un homme d'action lent crée un flou au niveau de la population, Dans l'attente d'une suite favorable veuillez agréer Monsieur le président nos salutations les plus distinguées .



La situation des enfants peu reluisante au Togo

Mardi, 11 mai 2010

« La société a à sa charge tous ceux qui ne peuvent pas travailler; cela est de consentement universel; personne ne propose de laisser à la rue un vieillard, un malade, un enfant » (Emile-Auguste Chartier dit Alain)

Le travail des enfants est au cœur d'une conférence mondiale de deux jours à La Haye. Ouverte lundi, cette réunion regroupe les organisations d'employeurs, de travailleurs et des ONG ainsi que les institutions spécialisées des Nations Unies comme l'UNICEF et le Bureau international du travail (BIT). A cette occasion, les participants vont plancher sur le nouveau rapport publié samedi par le Bureau international du travail : « *Accélérer l'action pour le travail des enfants* ». Et comme toujours, c'est l'Afrique subsaharienne qui est indexée. Elle reste la seule région du monde où le nombre d'enfants au travail a augmenté. En 2004, 49 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillaient. Ils étaient 10 millions de plus en 2008. La région se distingue aussi par le nombre d'enfants qui subissent les pires formes de travail. Ils sont 15% en Afrique subsaharienne à travailler dans des conditions qui nuisent à leur santé. Selon toujours le rapport, les conflits qui minent la région ou encore le virus du sida sont à l'origine de cette situation. Le rapport montre en effet que 12 millions d'enfants en Afrique subsaharienne sont des orphelins du VIH. Livrés à eux-mêmes, ils sont souvent placés comme domestiques dans des familles aisées. Les pays africains dans lesquels un fort pourcentage des enfants de 10 à 14 ans travaillent sont notamment : le Mali (54,5%), le Burkina Faso (51%), le Niger et l'Ouganda (45%), le Kenya (41,3%), le Sénégal (31,4%), le Nigeria (25,8%), la Côte d'Ivoire (20,5%) et l'Egypte (11,2%).

Qu'en est-il de la situation des enfants au Togo ? Pour permettre aux populations de pouvoir en un temps record porter à la connaissance des autorités compétentes les nombreux cas d'abus et de maltraitance dont sont victimes les enfants sur toute l'étendue du territoire togolais, le ministère de l'Action sociale a installé une ligne verte dénommée « *Allo 111* ». Selon un rapport bilan à mi-parcours du ministère, les agents déployés sur la ligne « *Allo 111* » ont reçu en moins d'un an 153.207 appels. Sur l'ensemble des appels, estime la ministre de l'Action sociale, 390 cas sont liés aux mauvais traitements des enfants, nécessitant une prise en charge urgente. « *Plusieurs situations sont également rapportées à la ligne verte, notamment des cas de sévices corporels, des violences, d'abus et d'exploitations sexuels, le trafic d'enfants et leur exploitation à des fins économiques. Des cas de nourrissons abandonnés retrouvés, d'enfants égarés retrouvés, d'enfants de la rue, d'enfants dits sorciers et expulsés de la famille ont été signalés au département à partir de « Allo 111 »* », souligne la ministre.

Malgré ces efforts, le travail des enfants n'est pas sérieusement combattu au Togo. En pleine capitale, il est courant de voir des apprentis mécaniciens d'à peine 10 ans travailler toute la journée ainsi que toute la nuit pendant que le patron est au chaud chez lui à la maison. De même, des fillettes de 8 ans, au lieu d'être à l'école, sont dans les rues et sous le chaud soleil en train de vendre quelques menus produits pour le compte de leurs parents ou de leur patronne. L'Etat a aussi démissionné devant le phénomène de prostitution des mineures. Il existe dans un quartier de Lomé un lieu baptisé « *Dévissimé* » (quartier des mineures) où des petites filles de 11 à 15 ans se livrent à la prostitution et à la consommation des produits nocifs. A l'intérieur du pays, la situation est très dramatique. Les enfants sont dans les champs en train de défier la brousse, ils sont sur la route du marigot en quête d'eau, ils sont dans les rues à la recherche de quoi mettre sous la dent.

Zeus AZIADOUVO



COMMUNIQUE DE PRESSE CAR : Le CAR n'entend pas participer au gouvernement

11 mai 2010

COMITE D'ACTION POUR LE RENOUVEAU

COMMUNIQUE DE PRESSE (relatif à la rencontre du Lundi 10 Mai avec le Premier Ministre HOUGBO)

Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a rencontré ce Lundi 10 Mai 2010 le Premier Ministre Gilbert Fossoun HOUGBO suite à une correspondance en date du 07 Mai 2010 qu'il a adressée au parti pour des échanges sur les questions liées à la formation du Gouvernement.

Au cours de la rencontre, le CAR a rappelé à Monsieur HOUGBO qu'il ne reconnaît pas les résultats proclamés le 18 Mars 2010 par la Cour Constitutionnelle à cause des multiples irrégularités qui ont entaché le scrutin.

Le CAR lui a à cet effet fait observer que si sous la pression des événements le RPT a fait semblant de concéder un certain nombre de mesures concernant le cadre électoral, il s'est en revanche employé à bloquer systématiquement toutes les réformes susceptibles de mettre fin à son emprise sur les institutions républicaines. De sorte que toutes les institutions qui devraient concourir par leur neutralité républicaine à l'équité des élections, ont œuvré à ce que le candidat-président soit déclaré vainqueur.

Le CAR n'entend donc pas dans ces conditions participer au gouvernement.

Le CAR considère qu'il est impérieux et urgent que des dispositions nécessaires soient prises pour refonder la République et rompre définitivement avec les dérives institutionnelles antirépublicaines qui ont gravement compromis le développement du pays.

Fait à Lomé, le 10 Mai 2010 Le Président National

Me Paul Dodji APEVON

**COMMUNIQUE CDPA RENCONTRE AVEC LE PREMIER MINISTRE**

10 mai 2010

La CDPA a été invitée par le Premier Ministre pour une discussion dans le cadre de la formation d'un gouvernement « de grande compétence et de large ouverture politique »

La CDPA a fait part de notre analyse que voici :

La situation au lendemain de l'élection présidentielle du 4 mars 2010 plonge ses racines dans l'histoire politique du pays avec un point fort le 5 octobre 1990. Pour sa solution, un dialogue inter togolais fut initié en 2006.

Les parties au dialogue s'accordèrent sur les maux qui alimentent cette crise et engendrent la paupérisation de la population. Les discussions ont abouti à la signature de l'Accord Politique Global (APG), une entente minimale pour engager le Togo vers la réconciliation, organiser des élections crédibles et transparentes et définir les conditions de mise en œuvre des engagements souscrits de manière consensuelle. Après la signature de l'APG, le gouvernement d'union nationale mis en place a œuvré pour des élections législatives sans violence, mais qui ont montré leurs limites dans la résolution de la crise togolaise.

Le gouvernement d'ouverture mis en place après ces élections, a engagé une série de réformes et pris des mesures socio économiques. Mais celles-ci restent insuffisantes et tardives pour une population qui observe encore que :

- la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), tarde à produire des résultats tangibles et rassurants ;
- la modernisation de la justice peine à créer les conditions concrètes de l'exercice d'une justice équitable pour tous ;
- l'Etat reste impuissant à assurer effectivement une chance égale à ses filles et à ses fils dans tous les domaines notamment, l'emploi, l'éducation, la santé, la sécurité ;
- les privilèges claniques, ethniques, sociaux, politiques et économiques persistent ;
- l'impunité en matière économique est largement de mise, notamment dans les procédures de passation de marché d'Etat ;
- les procédures de recrutement restent encore opaques et ne garantissent pas aux jeunes un accès équitable aux emplois civils et militaires ;
- les recommandations du dialogue social entre le gouvernement et les syndicats sont à peine traduites en actes.

La CDPA continue de penser que le Togo reste miné par des problèmes sérieux, qui expliquent le désespoir et donc la détermination d'une frange importante de la jeunesse et de très nombreux citoyens. Le pays souffre d'un manque d'équité au plan politique comme au plan économique, qui grandit et nourrit la lutte partisane et la bipolarisation de la vie politique. Si le gouvernement qui sera mis en place veut passer définitivement à la démocratie, il faut au préalable qu'il opère une rupture. Une rupture choisie et assumée.

Ce gouvernement, pour marquer l'histoire, devrait être celui des réformes pour plus d'équité politique, en œuvrant pour :

- ▶ la fin de l'impunité par un soutien décisif à la CVJR
- ▶ les réformes constitutionnelles et institutionnelles notamment la limitation du nombre de mandats présidentiels, mode de scrutin, découpage électoral...
- ▶ le recentrage du CPDC sur sa vocation première pour un meilleur accompagnement des réformes

Pour la CDPA, ce gouvernement devrait également promouvoir une plus grande équité économique et sociale en favorisant :

- ▶ la mise en place de procédures transparentes et justes en matière de recrutement dans la fonction publique, de nomination aux postes de responsabilité administrative ;
- ▶ une meilleure répartition des richesses nationales ;
- ▶ le respect des procédures en vigueur dans la gestion et l'attribution de marchés publics ;
- ▶ la traduction dans les faits de la réforme de la justice en vue de rendre notre justice indépendante et crédible ;
- ▶ la fin aux privilèges socio-économiques, la lutte contre la corruption et la fin de l'impunité économique à travers le renforcement de l'autorité des organes de contrôle et de régulation ;
- ▶ la mise en œuvre d'une politique de l'emploi encore plus hardie en direction de la jeunesse ;
- ▶ la mise en œuvre de la politique de logement
- ▶ le soutien des médias privés à travers l'octroi d'une subvention conséquente leur permettant de se soustraire aux influences politiques et de jouer en toute indépendance leurs rôles d'alerte et d'éclaireur.

Pour la CDPA, ces mesures sont probablement celles que beaucoup de Togolaises et de Togolais attendent ; elles sont certainement à même de réconcilier définitivement l'Etat et la nation et d'ouvrir enfin la VOIE vers un Togo débarrassé des démons du passé et résolument tourné vers l'avenir.

Quant à la CDPA, elle estime qu'un gouvernement tel que préconisé n'a de chance de réussir que s'il prend en compte ces préoccupations et associe toute la classe politique..

Lomé, le 10 mai 2010.

Pour la CDPA

Le Secrétaire Général

Prof. Léopold Messan GNININVI

Arrestations, échauffourées..., la contestation populaire gagne le nord Togo

Par [Aghu](#) | 10/05/2010 | 15:09:58



Koaci.com Lomé::Un redéploiement des forces de l'ordre serait à l'étude, ici les fosep à Lomé (ph Laurent Despas)::

Deux villes de l'intérieur du pays sont actuellement objet à une tension pour cause d'étouffement policière de la contestation de la réélection de Faure Gnassingbé. Situées dans la région septentrionale où les résultats officiels octroient à Faure Gnassingbé des résultats à la soviet, Sokodé et Bassar sont en ébullition chaque week-end, depuis trois semaines. Elles sont pourtant quadrillées par des forces de sécurité, voire des militaires, selon des habitants, pour empêcher toute manifestation de contestation de la victoire du candidat du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT).

Samedi dernier, on note des échauffourées à Sokodé. Face de à la détermination des militants du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) que les organisateurs estiment à 10.000, à exécuter une marche de protestation interdite par le Préfet de la localité, le député UFC de la ville a du battre en retraite. Son appel à annuler la marche du fait du quadrillage de la ville par les forces de sécurité, n'ayant pas eu un écho favorable auprès de ses militants. Le face à face entre les militants et les forces de sécurité a débouché sur des affrontements faisant, des blessés. « Les forces de sécurité ont chargé les manifestants qui ont riposté par des jets de pierres. On note des blessés dont un responsable local de l'UFC ainsi que des motos emportées par les forces de sécurité », nous a confié au téléphone, un témoin de la scène. Des journalistes ont témoigné avoir été empêchés de faire librement leur travail, pendant que d'autres assurent avoir même bénéficié de la protection policière pour faire leur travail.

A Bassar, ville natale du président de Sursaut-Togo, Kofi Yamgnane, on note six personnes interpellées, dont un journaliste. Il est reproché au confrère Sankeba Tchein David, animateur sur Radio Dawul, d'appeler les populations à répondre à l'appel à la marche lancé par le FRAC. En réalité, le confrère n'a fait que diffuser un communiqué du FRAC, sur les antennes. Selon nos informations, Sankeba David, serait un ancien militaire reconverti en animateur radio. Les six personnes interpellées à Bassar par les forces de sécurité déployées pour empêcher la marche de protestation, ont été déférées à Kara. Le responsable de Radio Dawul, Prospère Tassoun N'koutcha qui a fait le déplacement pour s'enquérir des nouvelles de son employé, a également été placé en garde à vue. Le personnel de radio Dawul a été soumis à des pressions de toutes sortes des autorités politiques, lors de la campagne électorale. « Nous sommes au courant de la situation et avons saisi à cet effet, le Directeur de la Gendarmerie nationale, le Col. Yark », assure Crédo Tetteh, le Secrétaire général de l'Union des journalistes Indépendants du Togo (UJIT).

Le pouvoir qui tentait de faire croire que seule Lomé manifeste contre les résultats officiels proclamés à la suite de la présidentielle du 04 mars 2010, a de plus en plus du mal à étouffer la contestation populaire, même dans la zone supposée être le fief du parti au pouvoir. Une situation qui fait de plus en plus douter des résultats attribués à Faure Gnassingbé, dans le nord à l'issue de l'élection présidentielle. Jean-Pierre Fabre a d'ailleurs été accueilli par des scènes de liesse populaire, lors de la campagne électorale en particulier à Sokodé et à Bassar, entre autres



Politique Une équipe solidaire pour le développement

le 10/05/2010



Le Premier ministre, Gilbert Houngbo, a entamé lundi ses consultations avec l'ensemble de la classe politique en vue de former le nouveau gouvernement.

Le PM a reçu la feuille de route des mains du président Faure Gnassingbé. L'objectif est de constituer une équipe de « large union ».

Dans l'esprit de Faure, il ne s'agit pas de faire un coup politique ou une opération de marketing en accueillant des opposants, mais d'avoir une équipe solidaire, capable de mettre en œuvre le programme de développement proposée pendant la campagne électorale.

Un programme essentiellement économique et social qui fait fi des clivages politiques.

Que l'on appartienne à l'UFC, au CAR, au RPT, à la société civile ou à la Diaspora le désir d'avoir un Togo prospère doit être partagé.

L'entrée au gouvernement ne signifie donc pas une adhésion à un camp, mais davantage à une vision du futur.



Politique Gilbert Houngbo reçoit Dodji Apévon

le 11/05/2010



des militants du CAR lors de la campagne électorale

« L'entrée au gouvernement n'est pas notre priorité, nous pensons plutôt que pour résoudre la crise togolaise, il faudra mettre en œuvre les réformes préconisées par l'Accord politique global », a déclaré lundi Dodji Apévon, le président du Comité d'action pour le renouveau (CAR, opposition) au sortir d'un entretien avec le Premier ministre.

Selon Me Apévon, les discussions ont porté sur l'assainissement de l'environnement politique et l'amélioration des rapports entre le pouvoir et l'opposition.

Le candidat du CAR a obtenu 2,95% des voix à la présidentielle.

LE CORRECTEUR Reconduction de Houngbo et la comédie du gouvernement de large ouverture : Faure Gnassingbé décidé à maintenir le Togo dans le statu quo

5/10/2010

A peine a-t-il prêté serment devant Dieu et devant les Togolais, promettant une fois encore des choses dont il s'est révélé incapable, par incapacité ou mauvaise volonté, Faure Gnassingbé a fait balancer dans l'opinion la désagréable ou magique idée de gouvernement d'« ouverture » ou de « large ouverture ». Sans qu'on sache en réalité ce que les précédents gouvernements de ce genre ont apporté de concret au pays, hormis les spectacles apparents de collaboration offerts par les membres de ces gouvernements. Le mal réside dans la véritable intention qui motive la formation desdits gouvernements. Pour cette foi, rien ne démontre que les mêmes causes vont produire les mêmes effets, que, quel que soit le pays où l'on emmène un chat, il ne fera autre chose que de miauler.

La réalité des gouvernements d'ouverture

Il faut rappeler à Pascal Bodjona et à tous ceux qui parlent au nom du président que ce n'est pas leur « ami » qui a inventé les gouvernements d'union nationale. C'est une tradition, vieille, dans le pays, qui se perpétue parce qu'il y a un groupe de Togolais qui pense que le pouvoir d'Etat est leur apanage, leur bien indivis, et que les autres doivent se contenter de bénéficier de leur magnanimité, de leur générosité. Aussi tout se fait-il de sorte que le pouvoir d'Etat reste entre les mains de ce groupe qui va ensuite appeler les autres pour leur distribuer comme un père fait à ses enfants à Noël, ou un El Hadj revenu une énième fois de la Mecque à ses voisins : en 2005, on a eu besoin des vies de 500 Togolais, en 2003 d'un toilettage constitutionnel que Natchaba Fambaré a « assumé » avec désinvolture, quelques jours plus tôt chez nos confrères de Victoire Fm ; en 1998, ce fut le scandale de la Commission électorale nationale (CEN) avec la « démission » de sa présidente Madame Awa Nana auquel il faut ajouter la chasse à l'homme qui s'était ensuivie. Quand le pouvoir, quel que soit le moyen utilisé, reste à la maison, on fait semblant de se montrer raisonnable en appelant à l'union. C'est un comportement d'une rare méchanceté, n'en déplaise à ceux qui se font leurs défenseurs. On fait alors appel à tous ceux qui le veulent bien de « venir travailler avec » puisque nous sommes tous des Togolais « nous sommes condamnés à vivre et à travailler ensemble ». Ceux qui y croient y vont, avec des fortunes diverses : le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) de maître Agboyibo n'y a rien gagné, selon nous, comme la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) du Professeur Gnininvi y a tout perdu. Des années en arrière, la crédulité des éminents intellectuels togolais tels Edem Kodjo et Zarifou Ayeva les a conduits au fiasco et à la « mort » politique, alors que s'annonçait pour eux une brillante carrière politique.

Qu'ils soient d'union nationale ou d'ouverture ou encore de large ouverture, ces gouvernements restent ni plus ni moins des pièges, des prétextes et des faire-valoir. Chaque fois qu'un scrutin finit dans la contestation, non sans raison, le parti qui a embrigadé le sort du Togo parle d'ouverture et d'union, en cachant jalousement l'intention réelle. Il s'agit d'attirer des adversaires dans un traquenard pour les diminuer politiquement, parce que sachant que dans ces gouvernements, ils n'auront aucune marge de manœuvre pour décider de l'orientation des choses. Qu'est-ce que Me Agboyibo avait-il pu faire dans le gouvernement d'union nationale pour empêcher les substitutions de procès-verbaux qui ont entraîné la défaite de l'opposition et la déroute de son parti ? Quel contrôle avait-il sur les pontes du pouvoir qui étaient membres de son gouvernement, donc devant être sous ses ordres ? En outre, le RPT agite l'étendard du gouvernement d'union ou d'ouverture pour détourner l'attention des populations sur tout ce qu'on peut et doit lui reprocher, à bon droit. C'est une stratégie de repositionnement et de remise en selle, le temps de fignoler les combines pour les prochaines occasions. Les portefeuilles ministériels se sont révélés efficaces, Bongo l'a appris à Eyadéma et à Compaoré, Eyadéma l'a laissé en héritage à son fils biologique et à sa descendance politique. On doit avouer qu'ils sont de bons élèves et de très bons héritiers.

Encore du folklore

Non contents, non satisfaits d'avoir remis dans le circuit la formule folklorique qui profite seulement à quelques citoyens en mal de privilèges et qui font le deuil de toute prétention au pouvoir d'Etat, Faure Gnassingbé et le RPT reconduisent dans ses fonctions de premier ministre M. Hounbo Fossoun Gilbert. En oubliant peut-être que ce concitoyen ne fait pas l'unanimité dans la classe politique, qu'il ne connaît pas grand-chose de la politique togolaise, et que surtout il traîne après lui son péché originel qui est d'avoir trompé les Togolais sur ses accointances politiques. Personne n'oublie en fait qu'à son arrivée dans ce pays en septembre 2008, M. Hounbo avait mis tous ses doigts dans le feu, comme on dit à Gapé, qu'il n'est pas politique, qu'il est technocrate, qu'il est venu travailler au bonheur du Togo, qu'en six mois, les Togolais vont sentir que quelque chose a changé dans leur quotidien. A l'heure du bilan, pris la main dans le sac, il se défendit en faisant remarquer qu'il est au service de Faure Gnassingbé et non du RPT. Peut-on oublier au Togo que Faure Gnassingbé est président inamovible et de droit divin du RPT ? Dès lors, comment veut-on et peut-on faire la distinction entre Faure Gnassingbé et « son » parti ? M. Hounbo traîne après lui cette casserole qui, ajoutée à son bilan artificiel, tout au moins qui n'a rien changé dans le quotidien des Togolais, fait de lui tout sauf l'homme de la situation d'un véritable gouvernement d'ouverture.

Dans le contexte des lendemains de scrutin contesté et contestable du 04 mars, un gouvernement dit d'ouverture ou de large ouverture n'a pas de sens s'il ne prend pas en compte les messages que les électeurs délivrent depuis 1994 en donnant la majorité au CAR de Me Agboyibo. Pour avoir un sens, ces gouvernements doivent être coachés par des hommes de consensus et de charisme capables de fédérer autour d'eux les énergies et les volontés nationales. Or, on a montré avec preuves que M. Hounbo est loin de remplir ces conditions. Aussi doit-on se demander s'il a les moyens spirituels et matériels de réaliser un véritable gouvernement d'ouverture.

Au moment où la formule magique du gouvernement d'ouverture est lancée, on n'a officiellement ouvert aucune consultation avec les forces politiques en vue de sa formation. Les partis représentatifs qui ont participé au scrutin à problème n'ont sans doute pas été approchés, officiellement par le supposé vainqueur à cette fin. Ils auront ainsi appris, comme tous les citoyens, la démission et la reconduction du fils d'Agbandi. Quel crédit accorderont-ils à une telle initiative. Le FRAC, regroupé autour de Jean-Pierre Fabre, peut ne pas être intéressé par la formule, mais l'a-t-on sollicité avant d'essayer son refus ? M. Hounbo a-t-il suffisamment de carrure dans cet enfer de la politique togolaise pour discuter avec Jean-Pierre Fabre, Kofi Yamgnane et les autres de leur participation à « son » gouvernement ? Il faut être crédule à prendre du verre pour de l'or pour le croire. En nommant le premier ministre avant toute consultation, le RPT a en fait clos la porte à tout gouvernement d'ouverture sérieux. Le reste ne sera que du folklore, quel que soit celui qu'on y mettra. Cela n'apportera rien au Togo.

Aux dernières nouvelles, il se dit que M. Hounbo va rencontrer à partir de ce jour les candidats au scrutin du 04 mars et les représentants des partis politiques pour des discussions sur la formation du gouvernement «d'ouverture». En dernier ressort, certains observateurs de la politique nationale indiquent que, tant que la présidentielle sera contestée non sans preuves, et qu'on ne pourra former un gouvernement avec à sa tête un militant du parti ou du groupe de partis qui revendique la victoire, rien ne bougera vraiment. Ils citent en exemple le cas kenyan où le parti au pouvoir a dû s'embarrasser d'un Premier ministre en la personne du chef de l'opposition. Sans nier que le Kenya n'est pas pour autant sorti de l'auberge avec cet attelage singulier, rien n'autorise à en annuler la possibilité dans le contexte togolais. Il s'ensuit que si tant est que Faure Gnassingbé est sincère avec la formule du gouvernement d'ouverture, il faut qu'il propose solennellement à Jean-Pierre Fabre ou à l'un des siens le poste de premier ministre et soit prêt à en discuter les modalités sans faux-fuyant ni double jeu. A moins de baisser la tête et de se contenter de quelques avides de privilèges prêts à tout pour améliorer leurs conditions matérielles, dans le mépris total de l'intérêt général. C'est malheureusement, à moins d'un miracle, ce qui va se passer. Les habitudes ont la vie dure et aucun jeu n'est interdit quand il s'agit de conserver le pouvoir. Ce faisant, Faure aura choisi de maintenir le Togo dans le statu quo.

Nima Zara

Le Correcteur



TOGO: Interdiction systématique des marches du FRAC à l'intérieur

du pays

Mardi, 11 mai 2010

Quand le pouvoir RPT trahit la « victoire » de Faure Gnassingbé

De jour en jour la réélection contestée de Faure Gnassingbé semble consommée. En tout cas, c'est le vœu ardent du pouvoir. Le verdict proclamé par Taffa Tabiou a été confirmé par Aboudou Assouma et sa bande. 60,88%, voilà le pourcentage de suffrage avec lequel le « Leader nouveau » est dit l'avoir emporté. Malgré la contestation, l'« heureux élu » a prêté serment le lundi 03 dernier, et sans perdre de temps, il a nommé un Premier ministre, en la personne de Gilbert Fossoun Hounbo.

Les consultations sont déjà engagées avec les partis politiques pour la formation du gouvernement de « large ouverture ». On s'éloigne donc de jour en jour des résultats proclamés. Le grand débat entre-temps, c'est la question de la preuve de la victoire de Jean-Pierre Fabre. Mais il faut avouer que le vainqueur proclamé n'arrive non plus à justifier sa « large victoire ».

Si chaque samedi les militants et sympathisants du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) battent le pavé à Lomé pour contester le verdict proclamé et exiger la restitution de la victoire de Jean-Pierre Fabre, les Togolais de l'intérieur eux, n'ont pas encore ce privilège. Ce n'est pas faute pour le FRAC d'avoir essayé. Toutes les velléités de manifestation à l'intérieur du pays sont étouffées. La première tentative était celle de Kpalimé. Le « gouverneur du Kloto », l'inénarrable préfet Allagbé y a opposé une fin de non recevoir, au motif que la CENI et la Cour Constitutionnelle sont à Lomé et qu'il ne tolérerait pas de marche à Kpalimé. Le dimanche 2 mai dernier Sokodé devait donner le ton des marches pour l'hinterland. Mais la manifestation a été empêchée. Au lieu des gendarmes ou des policiers, ce sont des militaires qui ont été déployés. La ville de Sokodé au petit matin ce jour était occupée de partout par des escouades de Bérets rouges. C'est ainsi que la manifestation a été empêchée.

Les leaders du FRAC ont tenté d'endosser la responsabilité de cet échec en arguant n'avoir pas informé à temps les autorités compétentes. Une façon subtile de dédouaner le pouvoir et le draguer. La marche avortée d'alors a été ainsi reportée au dimanche dernier. Une autre était simultanément programmée à Bassar. Et pour cette fois les organisateurs ont pris soin d'informer à temps les autorités. Mais ces manifestations n'ont pu avoir lieu. Comme pour la dernière fois, ce sont les Bérets rouges de la garnison de Kara qui ont été déployés. Il aurait été fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants et des échauffourées ont opposé les groupes de jeunes aux militaires. Tout a été donc entrepris pour dissuader la marche. Dans la foulée, un journaliste de la radio Dawul à Bassar a été appréhendé et coffré à la prison de Kara juste pour avoir passé un communiqué du FRAC appelant à la marche. Son patron allé aux nouvelles a été aussi arrêté, contre toute logique.

Dans quelle République sommes-nous ? Les gouvernants ne chantent-ils pas quotidiennement que le Togo est un Etat de droit ? Le bon sens n'arrive pas à s'expliquer cette opposition farouche du pouvoir aux marches du FRAC à l'intérieur du pays. Les dignitaires du clan sont braqués et se font du mauvais sang à chaque initiative. C'est assez bizarre pour un parti dont le candidat est déclaré avoir gagné l'élection avec un score conséquent. Faure Gnassingbé est dit avoir remporté le scrutin du 4 mars dernier avec 60,88% des suffrages exprimés. C'est presque les deux tiers (2/3) des votants qui lui ont ainsi accordé leur aval. On ne voit donc pas en quoi une marche des militants et sympathisants de son challenger direct Jean-Pierre Fabre peut gêner, vu qu'il n'a recueilli qu'un peu plus de la moitié de ses voix, et surtout que les manifestations organisées jusque là par le FRAC sont pacifiques. Ces marches seraient plutôt une occasion de se discréditer pour Jean-Pierre Fabre et les siens, par la probable petite

mobilisation que cela entraînerait, et de facto une aubaine pour Faure Gnassingbé de confirmer sa popularité, si tant est que les résultats proclamés sont le verdict réel des urnes. Si du côté du pouvoir on se met dans tous ses états et recourt à la brutalité policière pour réprimer ou dissuader les marches du FRAC, qui sont à plus forte raison pacifiques et ne donnent lieu à aucun acte de vandalisme, c'est que tout simplement on se reproche quelque chose. Faure Gnassingbé et les siens craignent donc de voir plus de deux (02) millions de Togolais dans les rues, comme promis entre-temps par les leaders du FRAC. Une sorte de trahison, d'aveu tacite de la part du vainqueur proclamé de sa vraie fausse victoire.

L'« heureux élu » et le pouvoir RPT ne cessent de se trahir de par leur attitude. Le bon sens ne saurait comprendre qu'un supposé élu avec un score de 60,88% des suffrages soit obligé de faire un gouvernement de « large ouverture ».

Tino Kossi

LIBERTE HEBDO TOGO



Politique Olympio préside le Bureau national

le 11/05/2010



Jean-Pierre Fabre (à gauche) et Gilchrist Olympio lors d'un meeting en mars 2010 à Lomé

Le président de l'Union des forces de changement (UFC, opposition), Gilchrist Olympio, a présidé lundi une réunion du Bureau national du parti.

L'ensemble des membres, y compris Patrick Lawson et Jean-Pierre Fabre, du camp des réformistes, étaient présents.

« Les discussions ont été parfois un peu rudes, mais dans le respect mutuel. Tous les sujets ont été abordés », a déclaré M. Lawson, le premier vice président.

Gilchrist Olympio a préconisé la mise en place d'un comité chargé d'étudier les « dissensions et incompréhensions qui minent actuellement l'UFC ».

S'agissant d'une éventuelle participation de l'UFC au prochain gouvernement, Patrick Lawson a précisé qu'« une lettre a été envoyée au président national qui a délégué des gens pour son propre compte pour faire une exploration, mais cela n'engage pas encore le parti » a-t-il déclaré.

Le Premier ministre a entamé en début de semaine des consultations en vue de former un gouvernement de « large ouverture ».

Le président Faure Gnassingbé a été réélu le 4 mars dernier à la tête du Togo ; des résultats contestés par une partie des membres de l'UFC et du Frac, une coalition d'opposants créée quelques jours avant le scrutin.

Politique Yamgnane : « Les manifestations de protestation se sont émoussées »

le 10/05/2010



Arrivé dimanche matin en France, Kofi Yamgnane, n'a pas perdu de temps en accordant une interview publiée dès lundi par le Télégramme de Brest. Le porte parole du Frac est moins virulent que lors de ses meetings à la plage de Lomé, sachant sans doute qu'il s'adresse à un public différent.

L'ancien député français avoue qu'il « faut bien reconnaître que les manifestations de protestation se sont émoussées » depuis l'élection présidentielle et l'investiture de Faure Gnassingbé.

Ils n'étaient en effet que 500 à marcher samedi dernier dans les rues de la capitale contre plusieurs milliers les semaines précédentes.

M. Yamgnane confirme également qu'il transformera son association « Sursaut » en parti politique dans la perspective des élections législatives de 2012 au Togo.

Le Télégramme.com
Kofi Yamgnane. « Je réclame des comptes à
l'Europe »

10 mai 2010 à 16h19 -



«Les politiques européens ont fermé les yeux», affirme Kofi Yamgnane. De passage en France, le candidat recalé à la présidentielle du Togo, vient réclamer des comptes à l'Europe qui avait déboursé 16 millions d'euros pour assurer la transparence du scrutin.

Pourquoi ce retour en France ?

Je viens souffler un peu, revoir mes amis à Châteaulin (29), mais aussi des responsables politiques et économiques. Ma tournée en Europe passera notamment par Strasbourg et Bruxelles, et j'ai aussi demandé officiellement une entrevue à José Luis Zapatero, dont le pays préside l'Union européenne.

Que comptez-vous lui demander ?

Les fonctionnaires de la mission d'observation européenne, chargés d'assurer la transparence du scrutin au Togo, ont parfaitement fait leur travail. Ils ont relevé un certain nombre d'irrégularités, fait un rapport dans ce sens. Alors, comment se fait-il que l'Europe, qui a investi 16 millions d'euros dans cette affaire, n'a pas donné suite à ces irrégularités ? Je viens chercher une explication à cet état de fait, qui est pour moi un véritable scandale. Par ailleurs, les contribuables européens doivent aussi savoir comment on a utilisé leur argent. A l'heure où toute l'Europe semble sur le point de chanceler, les citoyens européens doivent demander des comptes sur l'utilisation dévoyée de l'argent public. Pour que l'Afrique change un jour, il faut d'abord que l'Europe change.

Mais n'est-ce pas aujourd'hui trop tard ?

Oui, sans doute, même si on ne veut pas renoncer. Mais c'est vrai : depuis que [le président Gnassingbé s'est déclaré élu](#) il y a quelques jours, il faut bien reconnaître que les manifestations de protestation se sont émoussées.

Quel est votre avenir au Togo désormais ?

Mon cas personnel importe peu. Ce qui importe, c'est le sort des Togolais. Aujourd'hui, il y a une forme de désespérance infinie parmi la population. Mon rôle est de continuer à "conscientiser" les gens, en leur disant que ce n'est pas l'Europe qui va les sauver. J'ai entamé des démarches pour transformer mon association Sursaut Togo en parti politique, dans la perspective des législatives prévues en septembre 2012. D'ici là, je compte faire pression sur le pouvoir pour obtenir un recensement général de la population. Pour qu'enfin, on sache combien de Togolais sont majeurs, combien peuvent voter. Pour qu'enfin, on cesse de faire voter les morts comme ce fut encore le cas dans ces Présidentielles.

Vous n'avez donc pas renoncé à jouer un rôle politique au Togo ?

Une cohabitation à la Togolaise est possible, à condition que la transparence soit enfin respectée. Une élection aurait lieu demain, avec cette condition remplie, elle ne ferait pas un pli.

Deux morts occasionnées par la police au centre de la mobilisation du jour

Par [Aghu](#) | 08/05/2010 | 19:53:10



Koaci.com Lomé::L'une des deux victimes de la bavure policière de ce samedi matin à Lomé (ph Aghu)::

Le décès de deux togolais ainsi que la cérémonie de prestation de serment de Faure Gnassingbé, étaient au centre du message délivré ce jour, par les responsables du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac), aux populations venues encore par dizaine de milliers à la marche de protestation. A l'issue de la marche qui a eu pour apothéose le meeting d'informations à la plage, trois responsables du front se sont adressés aux manifestants.

Intervenu en dernier, Jean-Pierre Fabre, candidat élu à l'issue de la présidentielle du 04 mars selon le Frac, a déploré le décès de deux togolais intervenu tôt le matin, par suite d'une bavure policière. En effet, au bout d'une course poursuite entre un « Zémidjan » (Taxi moto : Ndlr) transportant une jeune femme et une voiture de police, qui l'a coincée dans un tournant, le contraignant à dérapier pour cogner la bordure du boulevard. Les deux passagers tombent, cognant de leur tête, les bordures du boulevard. Les deux décèdent peu après. La jeune femme est décédée à l'hôpital faute d'argent pour ses soins, et le jeune homme sur les lieux.

Aussitôt la nouvelle répandue vers 04 heures du matin, les jeunes du quartier accourent sur les lieux. Ils s'interposent aux environs de 8h30, aux forces de sécurité venues enlevées le corps inanimé. Ces derniers font alors usage de gaz lacrymogène, sans retenue selon les témoins. Il était reproché au Zémidjan, de conduire une moto sans la nouvelle plaque numérogique. Un incident déploré par Jean-Pierre Fabre, fustigeant le comportement des forces de sécurité togolaises. « C'est pour mettre un terme à tout cela, que nous menons ce combat », a conclu le Secrétaire général de l'UFC.

Le candidat de l'UFC soutenu par le Frac lors de la dernière élection présidentielle, est aussi revenu sur la cérémonie d'investiture de Faure Gnassingbé comme nouveau Président de la République, intervenue dans le courant de la semaine. « C'est une imposture et cela ne nous concerne pas », a-t-il dit, se réjouissant de la forte mobilisation de ce jour, malgré cette cérémonie. « Certains disaient, qu'est-ce que vous allez faire maintenant que l'investiture a eu lieu ? Et bien, votre mobilisation de ce matin est une réponse à leur question », a déclaré Jean-Pierre Fabre, invitant les populations à sortir davantage, pour une séance de prières le mercredi prochain.

« Je n'ai aucun problème avec Jean-Pierre Fabre et je tiens à le signifier à tous », a insisté juste avant l'intervention de Jean-Pierre Fabre, le président de Sursaut-Togo, Kofi Yamgnane, réagissant ainsi à une information publiée dans la semaine par un confrère, faisant état de divergences entre les deux leaders. L'ancien secrétaire d'Etat français sous François Mitterrand, a fustigé les pressions qui lui sont rapportées de l'intérieur du pays, faisant état de pressions sur des paysans à qui on reprocherait de n'avoir pas voté pour le candidat du pouvoir. « Et pourtant, ils disent avoir gagné avec près de 61% des voix », s'est-il écrié. M. Yamgnane également a appelé à la résistance, juste après le passage du président d'OBUTS, Agbéyomé Kodjo, annonçant que les semaines et mois à venir, verront « la victoire du Frac ». L'ancien Premier ministre d'Eyadéma, a dénoncé les violations des droits de l'homme qui ont

cours actuellement dans le pays. « J'ai été témoin de beaucoup de choses dans ce pays, et je sais que Faure, n'a pas gagné la dernière élection présidentielle », a-t-il affirmé. Agbéyomé Kodjo n'a pas manqué de fustiger hormis le président Attah Mills, le soutien apporté par les autres chefs d'Etat présents à la cérémonie d'investiture, à Faure Gnassingbé. Il s'agit des présidents, Blaise Compaoré, Laurent Gbagbo et le Dr. Yayi Boni.

Des manifestations qui restent à confirmer sont annoncées par le Frac, pour demain à Sokodé et à Bassar. Le pouvoir redoute particulièrement les manifestations dans les villes de l'intérieur du pays, notamment dans la région septentrionale dont est originaire Faure Gnassingbé.